

Libérer le potentiel économique d'une région clé pour le développement du Québec

PLATEFORME ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES 2026



CCIVRR

Chambre
de commerce et d'industrie
Vallée-du-Richelieu • Rouville



Table des matières

Sommaire exécutif	3
Une conviction claire	3
Des priorités pour libérer la prospérité économique	4
Contexte	6
Enjeux, défis et opportunités du milieu	7
Problématiques concrètes	8
Axes d'actions ciblés	11
Conclusion	13

Sommaire exécutif

La Vallée-du-Richelieu et Rouville comptent parmi les territoires les plus dynamiques du Québec. Située au cœur des principaux axes économiques nationaux et internationaux, la région se distingue par la force de son secteur manufacturier, la vitalité de son agriculture et de son industrie agroalimentaire, l'essor de ses PME, de ses commerces et de son économie du savoir. Cette diversité constitue une de ses plus grandes richesses. Elle lui permet d'innover, d'attirer des investissements et de contribuer directement à la prospérité du Québec.

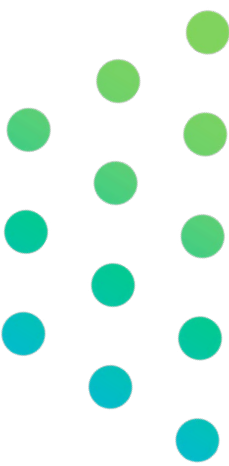
Aujourd'hui, la région dispose également d'occasions de développement exceptionnelles. La disponibilité de grands sites stratégiques, comme celui associé à l'ancien projet Northvolt, la proximité des grands marchés, la croissance démographique et les besoins grandissants en électrification, en innovation et en souveraineté économique créent un contexte unique pour attirer de nouveaux investissements structurants.

Le défi n'est donc pas celui du potentiel. Le véritable défi consiste à donner aux entreprises les moyens de le réaliser.

Une conviction claire

Le prochain gouvernement devra faire un choix. Celui de continuer à multiplier les programmes, les normes et les procédures, au détriment de celles et ceux qui, sur le terrain, créent, investissent et parfois risquent tout. Ou celui de faire confiance aux entreprises qui sont les créatrices de la richesse partout sur le territoire, au bénéfice de tout le Québec.

Sans équivoque, les entreprises de la Vallée-du-Richelieu et de Rouville demandent moins de complexité. Elles demandent davantage de prévisibilité, de rapidité et de confiance.



Des priorités pour libérer la prospérité économique

1 Assurer la disponibilité de la main-d'œuvre

La pénurie de main-d'œuvre demeure le principal frein à la croissance de nombreuses entreprises. Pour la Montérégie, il s'agit du deuxième territoire avec le plus haut taux de postes vacants. Toutefois, la problématique dépasse aujourd'hui le simple recrutement. Le Québec ne peut plus uniquement miser sur l'attraction. Il doit aussi mieux retenir les talents déjà présents.

2 Simplifier radicalement l'État

Bien que le gouvernement ait annoncé, à la dernière minute, une nouvelle Politique nationale sur l'allègement réglementaire et administratif envers les entreprises, l'enjeu demeure entier et l'avenir de la Politique, incertain. Il faut agir, et des engagements en ce sens doivent être pris, car la bureaucratie est devenue ni plus ni moins qu'un coût de production. Les entreprises ne contestent pas la réglementation. Elles dénoncent sa complexité, les délais qui lui sont inhérents, les formulaires, ou encore les multiples redditions de comptes. Les programmes sont tous différents d'un ministère à l'autre et cette réalité touche autant les entreprises que les organismes communautaires. En somme, chaque heure passée à remplir un formulaire est une heure qui n'est pas consacrée à innover et à offrir un service ou un produit.

3 Accélérer la productivité du Québec

Le Québec accuse un retard important en matière de productivité. Toutefois, les entreprises veulent investir pour se donner les moyens d'être compétitives et attractives. Or, elles sont freinées par des obstacles superflus. Pensons aux délais gouvernementaux et aux difficultés d'accès au financement que cela entraîne, ou encore à la complexité des programmes qui, jumelée au coût de la modernisation des outils de production et de gestion, entraîne des difficultés qui découragent les entrepreneurs.





4 Miser sur les régions pour bâtir le Québec

Les entreprises et les organisations souhaitent que les décisions économiques tiennent davantage compte des réalités régionales. Trop souvent, les politiques publiques nationales sont pensées selon une logique uniforme. Pourtant, chaque région présente des caractéristiques uniques auxquelles une approche mur-à-mur n'est jamais adaptée.

5 Faire confiance aux entrepreneurs

Les hommes et les femmes à la tête des entreprises demandent un changement de culture où le risque est récompensé et les entrepreneurs sont davantage autonomes. Le souhait est que l'État devienne un partenaire, un facilitateur et non plus un frein, un irritant ou un intervenant non sollicité. Chaque politique publique devrait répondre à une seule question : est-ce qu'elle aide réellement les entreprises à investir, à créer des emplois et à contribuer à la prospérité collective ?

Contexte

Bénéficiant d'un atout géographique incontestable, la Vallée-du-Richelieu et Rouville tirent avantage de leur situation stratégique en Montérégie, à proximité de Montréal et à la croisée des grands corridors de transport nord-américains. La région bénéficie d'une économie diversifiée, qui s'appuie sur des emplois tertiaires à hauteur de 83 % pour la Vallée-du-Richelieu et un secteur manufacturier bien présent à hauteur d'environ 25 % des emplois dans Rouville. La filière économique de la région repose sur des entreprises manufacturières de calibre international, notamment dans le domaine de l'aluminium, de l'agroalimentaire et de la pharmaceutique. Les PME innovantes, un secteur commercial dynamique et une agriculture reconnue pour son importance complètent le portrait entrepreneurial dont la vitalité repose également sur un fort esprit d'entreprise, un tissu économique et social résilient et une capacité d'innovation qui contribuent directement à la prospérité du Québec.

Cette croissance s'accompagne toutefois de défis majeurs qui nécessitent des réponses adaptées aux réalités du territoire. Les enjeux liés à la disponibilité de la main-d'œuvre, à l'inexistence totale de solutions de transport collectif à la hauteur, à la productivité des entreprises et des organisations, à la compétitivité des PME et à l'allègement du fardeau réglementaire influencent directement la capacité des entreprises à investir, à innover et à poursuivre leur développement.

Dans un contexte de ralentissement économique, de transition énergétique et d'incertitude commerciale, il apparaît essentiel que les politiques publiques reconnaissent les particularités de la Vallée-du-Richelieu et de Rouville et offrent aux entreprises les conditions nécessaires pour assurer leur croissance, maintenir leur compétitivité et continuer de créer de la richesse au bénéfice de l'ensemble du Québec.

La CCIVRR propose une plateforme concise, qui s'appuie sur une consultation de ses membres et sur une fine connaissance de son tissu économique et social. Elle souhaite engager la discussion avec ceux et celles qui s'engagent dans la campagne québécoise d'octobre 2026 pour assurer que les demandes d'engagements de ses membres soient retenues et portées à Québec.



Enjeux, défis et opportunités du milieu

Une économie sous tension : transition, coûts et adaptation

D'un point de vue plus large, il est impératif de relayer que les organisations ressentent une pression accrue liée aux coûts d'exploitation (énergie, réglementation, transport, services financiers) et à l'instabilité de certains cadres réglementaires.

Dans ce contexte, les entreprises doivent simultanément composer avec des coûts en hausse tout en s'adaptant à des normes complexes. Le maintien de leur compétitivité est un défi, alourdi par l'obligation d'intégrer des enjeux sociaux croissants, comme l'immigration, l'inclusion, la sécurité et la santé mentale.

En somme, l'environnement d'affaires est rendu exigeant et détourne les entrepreneurs de leur mission, où la capacité d'adaptation et de gestion d'à-côtés souvent vus comme superflus devient aussi importante que la croissance de leur entreprise elle-même.





Problématiques concrètes

Main-d'œuvre : rareté structurelle et inadéquation des outils

- La région fait face à une pression persistante sur la disponibilité de la main-d'œuvre, étant la deuxième au Québec en termes de postes vacants, soit près de 18 000 au premier trimestre de 2026. L'enjeu touche particulièrement les secteurs manufacturier, agroalimentaire, commercial et communautaire. Les entreprises et organisations soulignent une difficulté croissante à recruter et surtout à retenir les travailleurs, qu'il s'agisse de main-d'œuvre locale, de travailleurs étrangers temporaires ou de nouveaux arrivants.
- Au-delà de la rareté, c'est la gestion de la main-d'œuvre qui devient un enjeu critique : intégration, francisation, formation continue et soutien aux gestionnaires RH. Plusieurs acteurs rapportent un manque de cohérence dans les programmes de soutien et une difficulté à naviguer dans l'écosystème d'immigration et de formation.
- Des tensions émergent autour des conditions de travail, du logement, de la dévitalisation qui limitent directement la capacité d'attraction des entreprises régionales.
- Enfin, la mobilité par transport en commun est une problématique à part entière. La complexité d'utilisation, la tarification qui avantage les mouvements Montérégie vers Montréal et le service intrarégional tout simplement inefficace sont des freins sérieux à l'installation de la main-d'œuvre dans les communautés.

Paperasse et lourdeur administrative : un frein systémique à la croissance

- Les consultations révèlent un consensus clair : la complexité administrative est devenue un frein majeur à la productivité et à l'investissement. Elle en vient carrément à décourager certains entrepreneurs ;
- De façon limpide, les entreprises et les organisations dénoncent de nombreuses embûches :
 - Multiplication des programmes et des redditions de comptes ;
 - Délais d'approbation trop longs ;
 - Variabilité des exigences selon les ministères ou les fonctionnaires ;
 - Manque de coordination entre les instances gouvernementales ;
 - Lourdeur particulièrement pénalisante pour les PME et les organismes de petite taille.
- Cette bureaucratie est perçue non seulement comme un irritant, mais comme un facteur de découragement et de perte d'agilité économique.
- Enfin, en tant que CCI, une partie des membres est composée d'organisations communautaires. Leur contribution sociale va de pair avec le développement économique et ses externalités. Or, la lourdeur administrative associée au mode de financement inadéquat est un obstacle à la réalisation de leur plein potentiel.

Productivité et compétitivité : un retard structurel à combler

- La productivité des entreprises est freinée par plusieurs facteurs combinés : accès difficile au financement, lenteur des programmes, complexité des crédits d'impôt et sous-utilisation des leviers technologiques ;
- Les délais s'avèrent incompatibles avec la réalité des marchés et les programmes sont peu adaptés aux PME ;
- De manière générale, les entreprises font face à une difficulté importante à investir dans la modernisation et l'innovation, ce qui tend à creuser un écart grandissant entre petites et grandes entreprises ;
- L'arrivée de nouvelles technologies (IA, numérisation, automatisation) accentue cet écart, créant un risque de décrochage pour une partie du tissu entrepreneurial ;
- L'enjeu de compétitivité est renforcé par les paiements de plus en plus souvent électroniques qui engendrent des coûts de moins en moins soutenables et équitables. Les frais de cartes de crédit, par exemple, ont des impacts sur les prix et donc la compétitivité. De plus, ils s'appliquent sur des montants qui n'appartiennent pas aux commerçants, comme les taxes et les pourboires.

Opportunités du milieu : un territoire mûr pour des projets structurants

Le territoire de la CCIVRR regorge d'opportunités. Bien que des défis perdurent, la Vallée-du-Richelieu et Rouville disposent d'atouts majeurs qui en font une région particulièrement bien positionnée pour accueillir des projets structurants et générateurs de retombées économiques.

Sa localisation stratégique, la qualité de ses infrastructures et la vitalité de son tissu entrepreneurial créent des conditions propices à l'investissement et à la croissance. Dans ce contexte, le site de l'ancien projet Northvolt illustre le potentiel exceptionnel du territoire pour accueillir des projets à forte valeur ajoutée. Sans présumer de sa vocation future, comme de tous les autres espaces disponibles, il y a une occasion unique de planification économique à long terme.

Pour les entreprises et les communautés locales, ces opportunités représentent non seulement un levier de création de richesse et de diversification économique, mais aussi une chance de consolider des chaînes de valeur stratégiques au Québec. Encore faut-il que les outils de planification, les cadres réglementaires et les décisions gouvernementales permettent d'en maximiser le potentiel, en concertation avec les milieux concernés.

Sur cette question, l'enjeu de la gouvernance et de la planification du développement économique régional demeure entier. Pour un environnement efficace et performant, où les entreprises sont adéquatement accompagnées et où les nouvelles veulent s'implanter, la mise en place d'une société de développement économique est inéluctable. Sorel-Tracy, Drummondville, Saint-Hyacinthe, Victoriaville, Sherbrooke, Saguenay, Sept-Îles, Rimouski et tant d'autres se sont dotées d'une telle organisation. Pour la Vallée-du-Richelieu et Rouville, il est temps que ce leadership soit assumé et mis en action.



Axes d'actions ciblés

1 Moderniser et simplifier l'appareil gouvernemental

- Réduction et harmonisation des redditions de comptes entre ministères et programmes, notamment MAPAQ, MEIE, MESS, MIFI, MSSS ;
- Mise en place d'un guichet unique PME/OBNL réellement intégré ;
- Standardisation des exigences administratives selon la taille des organisations afin d'assurer la capacité à se conformer ;
- Accélération des délais d'approbation et de versement des aides financières ;
- Transformation du financement communautaire vers une approche à la mission plutôt qu'au projet ;
- Approche « test PME » pour toute nouvelle réglementation.

2 Structurer une stratégie intégrée de main-d'œuvre

- Plan de rétention des travailleurs étrangers temporaires déjà présents ;
- Meilleure coordination immigration–formation–emploi ;
- Renforcement des crédits d'impôt pour la formation continue (tous âges) ;
- Soutien accru aux gestionnaires RH (intégration, conflits, diversité linguistique, CNESST) ;
- Déploiement de solutions régionales pour le transport en commun et le logement des travailleurs.



3 Accélérer la productivité des PME et des OBNL

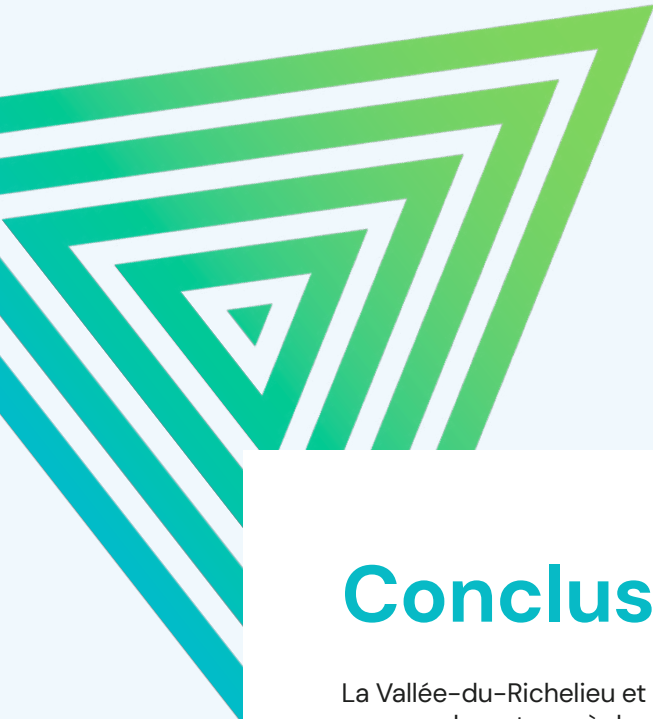
- Accès simplifié aux programmes de productivité (délais raccourcis, critères adaptés) ;
- Soutien direct à l'adoption technologique (IA, automatisation, numérique) ;
- Accès élargi à des outils certifiés (ex. conformité Loi 25, cybersécurité) ;
- Programmes d'investissement adaptés à la taille réelle des entreprises ;
- Reconnaissance de la mutualisation de services comme levier de productivité.

4 Repenser le soutien économique selon la réalité du terrain

- Meilleure équité entre petites et grandes entreprises dans l'accès aux fonds publics ;
- Valorisation des travailleurs autonomes dans les politiques économiques ;
- Ajustement des programmes aux réalités régionales (et non uniquement métropolitaines) ;
- Soutien à la relève et au repreneuriat, avec réduction des contraintes fiscales et financières ;
- Reconnaissance de la contribution économique des OBNL dans les politiques publiques.

5 Réduire le fardeau réglementaire et améliorer la prévisibilité

- Analyse systématique de l'impact des nouvelles normes sur les PME ;
- Réduction des obligations redondantes (CNESST, fiscalité, sectoriel) ;
- Meilleure prévisibilité des changements réglementaires ;
- Simplification des obligations administratives pour éviter les interprétations variables.



Conclusion

La Vallée-du-Richelieu et Rouville disposent de tous les atouts pour contribuer encore davantage à la prospérité du Québec. Ces entreprises innovent, investissent, créent des emplois de qualité et participent activement au développement économique, social et communautaire de leur territoire. Comme partout au Québec, elles n'ont pas besoin de travailler plus fort. Elles le font déjà. Elles ont besoin que leur soient donnés les moyens d'aller plus loin.

Les entrepreneurs et les gestionnaires de la région sont prêts à relever les défis de demain. Ils demandent en retour un État qui simplifie, qui accompagne et qui agit comme un véritable partenaire de leur réussite.

Cette plateforme est une invitation à bâtir ensemble une économie plus productive, plus résiliente et plus ambitieuse. Une économie plus libre où les personnes à la tête de leurs entreprises sont moins imposées pour investir selon leurs besoins et leur réalité. Une économie qui fait confiance à ses entrepreneurs, qui mise sur la force de ses régions et qui transforme les défis d'aujourd'hui en occasions de développement pour les générations à venir.



CCIVRR

Chambre
de commerce et d'industrie
Vallée-du-Richelieu • Rouville